

Suisse

La Suisse est un pays pauvre. Pauvre en matières premières, pauvre en terres agricoles, pauvre en ressources énergétiques fossiles, c'est de plus un pays enclavé, sans accès à la mer et à ses richesses.

Faire ce constat c'est aussi réaliser que, très tôt, la Suisse a été confrontée au défi auquel doivent faire face la France - et l'Europe - dans le contexte de la mondialisation : construire son développement et sa prospérité avant tout sur la richesse de ses hommes, sur leur potentiel de création, de conception, de production.

Malgré ses handicaps naturels, la Suisse est et demeure un symbole de richesse (son PNB par habitant est l'un des plus élevés des pays de l'OCDE). Pour tout un chacun son nom évoque la prospérité économique et la qualité industrielle, mais bien peu situeraient la Suisse parmi les pays les plus innovants au monde. En France son image reste celle d'un pays très traditionnel, assez peu enclin au modernisme et encore moins à l'innovation radicale. Pourtant *l'European innovation scoreboard 2008*, publié en janvier 2009, classe – à nouveau – la Suisse en tête des pays les plus performants en matière d'innovation.

Cette performance la Suisse la doit à un écosystème particulièrement favorable à l'innovation et à sa valorisation ; un écosystème objectivement très différent de l'écosystème français. En effet, malgré la proximité géographique et dans une certaine mesure culturelle, il est inexact de penser que la Suisse est un pays proche de la France.

Un pays tôt confronté aux défis qui se posent à nous, particulièrement performant en matière d'innovation et dont le modèle est singulièrement différent du nôtre constituent autant de bonnes raisons d'inclure la Suisse dans notre périmètre d'étude.

Un tissu économique riche, équilibré et ouvert aux collaborations

La Suisse bénéficie d'un tissu industriel très équilibré, constitué aussi bien de grands groupes multinationaux à la pointe de la recherche, que de PME technologiques très performantes au niveau mondial et de petites entreprises high-tech.

L'économie se caractérise ainsi par une diversité d'acteurs qui savent, de plus, unir leurs forces et leurs atouts respectifs au sein de *clusters* associant également la recherche académique ; ces *clusters* sont autant de lieux de transferts de technologies.

D'une façon générale et assez systématique les liens entre l'industrie et la recherche universitaire apparaissent à la fois étroits, fréquents, à double sens et, fortement encouragés par les politiques publiques. Les centres de R&D industriels, y compris au sein des PME, entretiennent souvent une forme de consanguinité avec les laboratoires universitaires : proximité géographique, intégration d'étudiants, de thésards et de post-doc. Cela répond à une volonté politique mais également à un choix délibéré de l'industrie qui mise résolument sur la différenciation par la montée en

gamme technologique. La Suisse est l'un des rares pays où la part de la R&D industrielle atteint et dépasse les 2% du PIB (qui constituent l'objectif défini, au sein de l'Union européenne, par la stratégie de Lisbonne).

Ce choix s'accorde parfaitement avec les valeurs et l'image qui, partout dans le monde, sont associées à la Suisse : qualité, performance, précision, robustesse, efficacité... L'industrie suisse s'appuie sur ces valeurs universellement reconnues en pratiquant un *branding* très fructueux. La marque Suisse est un argument de vente et le drapeau rouge à croix blanche griffe produits et services. De façon peut-être moins anecdotique, ce choix de la qualité et de l'innovation technologique permet à des PME de se tailler des positions de *leader* mondial sur des marchés de niche y compris dans des secteurs traditionnels fortement concurrencés.

Un climat social, au sein des entreprises, propice à l'innovation

Les entreprises semblent bénéficier de relations de travail sereines et constructives. En dehors d'UBS et de Crédit Suisse¹³⁰, les sociétés suisses ont assez peu cédé aux sirènes du capitalisme financier et s'en sont tenues à un capitalisme industriel plus conforme aux traditions suisses, suscitant une adhésion plus forte à l'entreprise et à son devenir. Cette implication à long terme est favorable à l'innovation.

Par ailleurs, au sein des entreprises, est très souvent renvoyée une image très positive du dirigeant. Celui-ci apparaît avant tout comme un entrepreneur dont la vision, la créativité et l'engagement personnel impulsent un esprit d'innovation dans l'entreprise. Le chef d'entreprise suscite ainsi une forte confiance, en interne, dans ses capacités à projeter l'activité dans le futur.

Un monde Académique garant de l'avenir

Selon Suren Erkman, professeur à l'Université cantonale de Lausanne : « depuis quelques années, les gens sont convaincus que le salut du pays passe par l'enseignement supérieur ». La Suisse apparaît d'ores et déjà comme une économie de la connaissance pleinement à l'œuvre, avec un primat donné à l'université mais sans négliger les enseignements primaires et secondaires. Ses universités fédérales (les écoles polytechniques de Zurich et Lausanne) sont mondialement reconnues¹³¹ et très bien classées dans les palmarès internationaux. Les universités cantonales spécialisées et proche du tissu économique local fournissent des diplômés de haut niveau. Enfin des hautes écoles spécialisées (HES) axées sur la technologie et la maîtrise technique irriguent l'économie et l'industrie suisses en diplômés possédant

¹³⁰ Et des groupes mondialisés naturellement

¹³¹ Grâce en particulier à un effort permanent pour renforcer leur attractivité afin d'attirer, malgré le coût de la vie en Suisse, les meilleurs chercheurs, professeurs, étudiants ainsi que les centres de R&D des entreprises

un bagage technique solide et pointu. Pour les élèves n'ayant pas accès à l'enseignement supérieur, la voie de l'apprentissage offre des qualifications valorisées et recherchées par les entreprises. Il convient de noter, par ailleurs, que les membres du système d'enseignement supérieur et de recherche apparaissent très concernés par leur implication dans l'économie.

La science et la recherche, une priorité nationale largement partagée

Le financement public de la recherche et de l'innovation est clairement structuré avec une institution dédiée à l'encouragement de la recherche scientifique (le Fonds National Suisse) et une agence pour la promotion de l'innovation (la CTI). Au-delà du financement public, la science et la recherche apparaissent comme des priorités nationales. Les autorités suisses ont pour objectif que tout établissement d'enseignement supérieur abrite également des activités de recherche. Il existe une volonté politique affichée de promotion du chercheur via des formes d'exposition médiatique ou encore via l'attribution de nombreux prix et récompenses. La diffusion de la science est forte au sein de la société suisse ; à titre d'illustration des journaux gratuits, très lus, contiennent régulièrement des articles de vulgarisation. L'attrait pour la science dans la population demeure élevé et l'on ne constate pas de désaffection pour les études scientifiques. Pour s'en persuader, il suffit de considérer la part de la population active ayant une formation scientifique et technique : « *En 2003, 44% de la population active suisse travaillait dans les domaines de la science et de la technologie et environ la moitié d'entre elles avait reçu une instruction en science et technologie* »¹³². La présence du CERN à proximité de Genève attire également des scientifiques du monde entier.

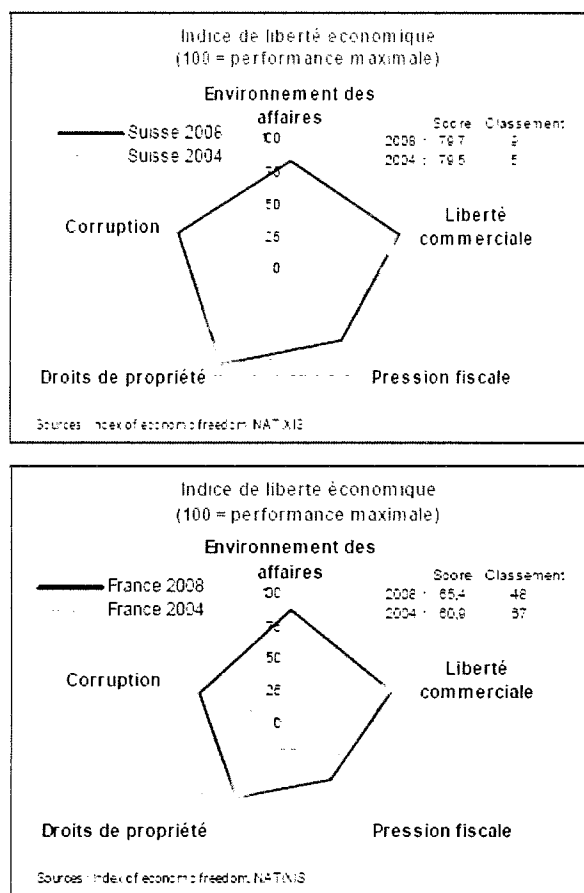
Une organisation politique et administrative responsabilisante

Fortement décentralisé, consultatif et laissant une place à l'initiative populaire, le système de gouvernance public confère une grande autonomie aux acteurs. Cette autonomie est un puissant facteur de créativité et de prise d'initiatives. Le local joue un rôle important et permet de nombreux échanges. Cela se traduit dans le domaine de la recherche et de l'innovation par une large part accordée aux processus *bottom-up* : ainsi 80% des financements du Fonds National Suisse sont attribués sur la base de projets libres. Les Suisses ont rarement recours à des exigences venant uniquement d'en haut.

Le faible degré d'intervention de l'Etat suisse vise ouvertement à favoriser la flexibilité et la réactivité. Sans verser dans l'ultra-libéralisme, l'approche suisse promeut la responsabilité individuelle et l'esprit d'entreprise. L'indice composite

¹³² OCDE. (2006). *Examens de l'OCDE des politiques d'innovation : Suisse*. Paris : OCDE. p. 38

proposé par la banque Natixis permet d'établir un parallèle intéressant entre la Suisse et la France en matière de « *liberté économique* » :



Une société plurielle et néanmoins consensuelle

La Suisse est un petit territoire qui concentre plusieurs cultures : alémanique, romane et italienne. Ces différences culturelles ne facilitent pas naturellement l'atteinte d'un consensus. La société suisse a su développer des réflexes de recherche de compromis au point qu'elle présente aujourd'hui une véritable culture du consensus. Cette caractéristique en fait une société un peu ennuyeuse de l'avis même de certains de nos interlocuteurs qui enviaient les grands débats d'idées passionnés à la française. Cependant cet état d'esprit à la fois consensuel et rigoureux ne semble pas un frein à la créativité et permet au contraire d'aller au bout d'une idée innovante : les Suisses ont une culture de la réalisation, une culture de l'action plutôt que du verbe.